

Les 3 stratégies de François Hollande



Article rédigé par *Serge Federbusch*, le 02 juin 2016

[Source: Contrepoints]

François Hollande est désormais en campagne : il distribue l'argent public, les bonnes paroles et stigmatise les méchants.

Dans quelle catégorie êtes-vous ? À vous de voir !

La placidité avec laquelle François Hollande trace son sillon force l'admiration.

Il existe à ses yeux trois catégories d'individus : ceux qu'il faut arroser d'argent public car ils sont potentiellement violents ou votent massivement pour lui ; ceux qu'on peut duper et qu'il berce de promesses et enfin ceux qui votent mal ou ne présentent aucune menace. Ces derniers sont perdus pour sa cause et seront les plus maltraités.

Ceux qu'on arrose

Dans la première catégorie on trouve naturellement les enseignants, à qui un milliard d'euros viennent d'être promis. Certains voient même briller dans un miroir à volatiles la jolie somme de mille euros par mois en fin de carrière ! À ce rythme de dilapidation, l'État se sera effondré avant qu'ils parviennent à l'échelon indiciaire de leurs rêves. La promesse présidentielle n'engage que le nombre de gogos qui y croiront. Mais Hollande n'en a cure : leurs yeux se dessilleront seulement après 2017, sait-on jamais.

Il n'y a aucune limite au pari de la stupidité des électeurs que François Hollande fait en permanence. Manipulation et enfumage sont l'alpha et l'oméga de sa méthode de gouvernement.

Au même moment, sont confirmées en effet les distributions aux intermittents du spectacle, retirées les quelques mesures d'économies dans la recherche, satisfaits les dockers, cajolés les élus locaux, les contrôleurs aériens, les éleveurs, augmenté le point d'indice des fonctionnaires et les rémunérations des apprentis, etc, etc. Il ne faut d'ailleurs y voir qu'une forme d'emballlement, d'accélération pré-électorale.

Encore des promesses

Depuis plus d'un an, à chacun de ses déplacements, Hollande égrène les promesses. Ses dépenses pré-électorales s'élèvent déjà à 6 milliards d'euros. Sachant que le scandale Bygmalion portait sur une dizaine de millions et le dépassement des comptes de campagne reproché à Sarkozy 18 millions, Hollande méritera bientôt le surnom de « Bygmilliard ».

Dans ces circonstances, la seule question qui vaille est : cette méthode délétère sera-t-elle politiquement efficace ? Hélas, il n'est pas dit que cette démagogie ne soit pas un peu payante. Prenons l'exemple alsacien. En avril 2015, le (p)résident de la République a fait escale à Strasbourg où il a signé deux contrats avec la ville et la région Alsace.

Le premier, «Strasbourg, capitale européenne» portait sur une durée de trois ans (2015-2017), comme par hasard, et s'élevait à 148 millions d'euros dont plus de 40 versés par l'État. Cet argent va notamment

financer «*la construction du quartier d'affaires international*», dicit alors Roland Ries, le maire de Strasbourg. Il servira aussi à améliorer l'accessibilité de la ville, à renforcer le rayonnement culturel européen ou au développement du campus européen.

Pour ce dernier chantier, François Hollande a assuré qu'il y aurait «*des crédits supplémentaires*». Le second texte était un contrat de plan par lequel l'État entend octroyer 394 millions d'euros des 836 millions d'euros d'investissements prévus, notamment un projet de contournement routier. Les élus locaux étaient aux anges et les lobbies du cru satisfaits.

Et que s'est-il passé dimanche dernier lors d'une élection législative partielle à Strasbourg ? Dans la première circonscription du Bas-Rhin, le socialiste Éric Elkouby a conservé le siège d'Armand Jung à la « gauche » avec 53,8% des suffrages, face à son adversaire LR Jean-Emmanuel Robert. La participation y était ridiculement faible. Mais, là comme en Loire-Atlantique sur les terres d'Ayrault il y a quelques semaines, le vote des fonctionnaires, notamment territoriaux et celui de tous les perfusés et stipendiés n'en a eu que plus d'impact.

La démocratie représentative dévoyée

C'est l'illustration parfaite de la démocratie représentative dévoyée par le clientélisme lui-même financé par la dette. La route de la servitude est parsemée de petits relais où l'on peut se délasser aux frais de l'État-qui-paie-c'est-gratuit, tant que celui-ci ne s'est pas encore effondré.

En petit politicien arrivé par miracle dans la cour des grands, François Hollande fait le pari que ces méthodes, étendues aux grandes corporations, seront efficaces au plan national.

Mais ce calcul est douteux. Certes, Hollande parviendra sans trop de difficultés à obtenir que Bruxelles le laisse tranquille jusqu'en 2017.

La drôlatique manière dont les 15 milliards d'euros d'économies affichés par le gouvernement au titre du budget de 2015 et brandis à Bruxelles se sont révélés, selon la Cour des comptes, 300 misérables petits millions, ce qui n'a pas eu l'heur d'inquiéter la Commission. Les fonctionnaires qui la peuplent veulent éviter que la France ne plonge et ne les entraîne dans sa déroute.

Plus délicate en revanche est la compétition corporatiste immédiate que cette tactique a déclenché. Le pouvoir faible est rapidement assailli et, au fond, Martinez, chef de la CGT, ne fait que son travail et rend même service à la démocratie en éclairant d'une lumière crue la logique à l'œuvre dans les palais gouvernementaux.

Nul doute que, s'il doit recourir à nouveau à l'article 49 alinéa 3 de la constitution pour faire adopter la loi El Khomri, François Hollande tentera de calmer les frondeurs en leur expliquant que l'exemple strasbourgeois leur laisse quelque espoir de réélection.

En attendant, le niveau de l'eau, monte, monte, monte et la pluviosité ambiante en est comme une traduction symbolique, un signe que les Anciens auraient interprété comme celui du courroux divin.